

Assemblée partenariale de la Plateforme régionale d'observation sociale

Compte-rendu de la matinée du 26 septembre 2022

Déroulé de la matinée

Depuis le 1^{er} juillet 2022, le Carif-Oref Provence - Alpes - Côte d'Azur assure le portage opérationnel du dispositif régional d'observation sociale (DROS). Ce dispositif, porté précédemment par la CAF des Bouches-du-Rhône, apporte aux décideurs et acteurs de terrain de la connaissance sur la situation sociale dans les territoires de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur.

À cette occasion, et afin de relancer la dynamique partenariale autour de la construction d'une observation partagée des enjeux et des problématiques sociales en région, la Drees et le Carif-Oref ont organisé, à l'École de la 2^e chance (E2C Marseille), une matinée consacrée à la Plateforme d'observation sociale et aux besoins d'observations.

À la fois présentations en plénière, échanges et travail en ateliers, cette matinée a réuni plus de 70 personnes (services de l'État, collectivités locales, organismes de protection sociale, secteur associatif, organismes de formation et universités...).

9h30 Introduction

Philippe SCHONEMANN, Secrétaire général adjoint pour les affaires régionales, Préfecture Provence - Alpes - Côte d'Azur
Géraldine DANIEL, Directrice générale du Carif-Oref Provence - Alpes - Côte d'Azur

9h45 Présentation du programme d'activités du DROS

10h30 Échanges sur les besoins d'observation (travail en ateliers)

12h Synthèse des ateliers

12h20 Conclusion

Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur de la Drees Provence - Alpes - Côte d'Azur

Synthèse des ateliers

Les objectifs des ateliers étaient de dresser un bilan des outils d'observation, d'informer sur les travaux en cours pour recueillir les réactions et les besoins des participants.

Atelier 1 : Parcours d'insertion

Animé par Camille MORINI (Conseil départemental 06)

Des échanges qui ont porté sur la connaissance des parcours et le suivi des bénéficiaires du RSA (nombre de bénéficiaires, caractéristiques, taux de sortie...); sur les enquêtes qualitatives, nécessaires pour compléter les données chiffrées; sur des évaluations à venir (mesure d'impact).

Une information sur de nouveaux outils nationaux permettant d'analyser les parcours d'insertion :

- RI-Insertion (remontées individuelles sur l'insertion des bénéficiaires du RSA), Drees.
- Midas (base de données pour reconstituer les trajectoires professionnelles de l'ensemble des inscrits à Pôle emploi et des bénéficiaires de minima sociaux), Dares.

Atelier 2 : Sans abrisme

Animé par Lionel ROSANO (Service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO 84)

Un besoin d'avoir des données fiables et exhaustives pour faire remonter, rendre davantage visibles les enjeux liés au mal logement et mettre en place les actions nécessaires. Mais une population difficile à capter, beaucoup d'invisibles (remontées du 115 et des SIAO pour ceux qui font des demandes ; rapports d'associations ; enquêtes de terrain...).

- Consolider, harmoniser les remontées de données issues de différents acteurs.
- Prendre en compte les nouvelles structures médico-sociales (« lits halte soins santé », LHSS).
- Zoomer sur des niveaux géographiques fins.
- Mieux faire connaître les acteurs de la veille sociale et les travaux existants (actions du SIAO, Projet Assab sur Marseille, rapports du Collectif Alerte PACA sur les squats...).

Atelier 3 : Enfance protégée

Animé par Jérôme BEGARIE (CREAI PACA-Corse)

Débat autour des informations existantes de l'enfance protégée et du bien-fondé de leur mutualisation.

- Recenser les données existantes et voir comment analyser les informations recueillies en lien avec les politiques publiques, dans un souci d'agir en prévention.
- Travailler sur les indicateurs dont on a besoin et structurer les informations.
- Faire des retours auprès des acteurs dans les territoires et faire des publications.
- Rendre attractif les métiers dans le domaine de la protection de l'enfance.

Atelier 4 : Précarité alimentaire

Animé par Axelle CUNY (Action contre la faim, ACF)

Des débats qui ont porté sur les difficultés d'accès à des données locales (sources de données peu fiables ; données limitées qui ne correspondent pas à la réalité ; manque de cohérence entre les différentes sources et peu de comparabilité ; difficultés des associations à fournir les données...).

Plusieurs pistes d'action concernant la diffusion et les sources de données ont été proposées par les participants :

- Harmonisation des indicateurs et définition d'indicateurs plus pertinents.
- Réalisation d'études et rapports réguliers à l'échelle régionale.
- Formations des acteurs chargés de la collecte de données.
- Boîte à outils au niveau régional.
- Actualisation et centralisation des données.
- Caractériser la précarité alimentaire et sensibiliser les élus aux enjeux de la précarité alimentaire.